



17 octobre

Journée mondiale du refus de la misère

reconnue par les Nations Unies

Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté

Note explicative

Thème — « Construire un avenir durable :

S'unir pour mettre fin à la pauvreté et à la discrimination »

Construire un avenir durable exige d'intensifier nos efforts pour éliminer l'extrême pauvreté et la discrimination, et pour assurer que chacun puisse exercer pleinement ses droits fondamentaux. La pleine participation des personnes vivant dans la pauvreté, en particulier aux décisions qui affectent leurs vies et leurs communautés, doit être au centre des politiques et des stratégies visant à bâtir un avenir durable. De cette façon, nous pouvons garantir que notre planète et nos sociétés peuvent répondre aux besoins et aux aspirations de tous — et pas seulement à ceux de quelques privilégiés — pour cette génération et les générations futures.

Cette année, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté revêt une signification particulière puisque ce sera la première célébration après l'adoption formelle des Objectifs du Développement Durable par l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ce nouveau cadre de développement qui vise à remplacer et à poursuivre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, tous les pays décident de mettre fin à la pauvreté dans toutes ses dimensions et sous toutes ses formes.

Par conséquent, il est particulièrement bienvenu que le thème — choisi par l'Organisation des Nations Unies en consultation avec des personnes vivant dans la pauvreté et des organisations de la société civile — reconnaisse que tous doivent s'unir pour mettre fin à la pauvreté et à la discrimination afin de construire un avenir

durable au sein duquel les besoins actuels seront satisfaits sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs.

Ainsi les modes actuels de production et de consommation ne sont ni une réponse aux besoins des millions de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté ni durables. Un avenir durable nécessite au contraire un changement social qui respecte et protège les droits humains, la diversité culturelle et l'environnement, qui réduise les inégalités économiques et qui permette partout l'inclusion sociale. Il nécessite une croissance économique qui ne pille ni ne détruit nos ressources naturelles ou dévalorise le travail, mais qui protège activement notre environnement et soutienne les droits des travailleurs.

Le succès de cette transition vers une économie plus verte et plus équitable dépasse le simple recours au progrès technologique et à plus d'investissements. Notre interdépendance économique, sociale et environnementale croissante exige que nous construisions aussi des relations durables et mutuellement respectueuses entre et parmi les individus, les communautés et les nations, et que nous partagions mieux les connaissances à tous les niveaux.

Les politiques économiques et sociales, les stratégies et les priorités adoptées au cours des dernières décennies ont contribué à la dégradation de l'environnement, à une croissance non durable,



17 octobre

à des inégalités et à une injustice sociale sans précédent. Elles doivent être changées ou abandonnées. Nous devons faire la distinction entre les activités qui devraient être encouragées parce qu'elles sont durables et répondent aux besoins fondamentaux de tous les citoyens, et les activités qui doivent être découragées parce qu'elles ne répondent qu'à des besoins superflus ou ne sont pas durables. Les gouvernements en particulier doivent garantir que les personnes vivant dans l'extrême pauvreté ne soient plus obligées de travailler aux salaires les plus bas et/ou dans les conditions les plus difficiles, là où il n'y a ni sécurité ni protection sociale.

Nous devons tirer des enseignements des douloureuses leçons de la récente crise financière et économique mondiale à la suite de laquelle les politiques de relance qui soutenaient la protection sociale et les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables ont été remplacées par des mesures d'austérité qui ont transféré le fardeau de l'ajustement sur les gens ordinaires, en particulier ceux qui vivent dans la pauvreté ou à la limite de la pauvreté. Alors que les gouvernements se précipitaient pour sauver les institutions financières qui étaient à l'origine du déclenchement de la crise, ils réduisaient en même temps de façon drastique les dépenses publiques, ce qui a aggravé en priorité la situation des personnes vivant dans la pauvreté.

Il faut reconnaître que les personnes qui sont marginalisées ou discriminées socialement, économiquement, culturellement ou de toute autre manière, sont vulnérables non seulement aux impacts du changement climatique et à la dégradation de l'environnement, mais aussi aux effets négatifs générés par les actions politiques engagées pour atténuer ou réduire ces impacts. Ainsi des politiques d'augmentation des prix de la nourriture seront proportionnellement beaucoup plus défavorables aux personnes vivant dans la pauvreté. Par conséquent, il est primordial qu'à tous les niveaux, les actions visant à promouvoir un environnement durable respectent les *Principes Directeurs des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme* [1] pour garantir qu'elles n'aient pas d'impact négatif sur le public en général, et en particulier sur les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté.

Un monde durable ne peut exister quand subsistent la pauvreté, la discrimination et les violations des droits humains. Un monde durable ne laisse personne derrière.



Le 17 Octobre de chaque année, nous sommes invités à démontrer, ce jour-là et tous les jours de l'année, la solidarité entre les personnes vivant dans la pauvreté et les gens de tous horizons, et comment nous travaillons tous ensemble pour combattre l'extrême pauvreté et les atteintes aux droits de l'homme par le biais de nos engagements et de nos actions individuels et collectifs.

Célébrée depuis 1987 comme Journée mondiale du refus de la misère et reconnue par les Nations Unies en 1992 [2] : la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté promeut le dialogue et la compréhension entre les personnes vivant dans la pauvreté et leurs communautés, et la société en général. *"Elle représente une occasion de reconnaître les efforts et les luttes des personnes vivant dans la pauvreté, une chance pour elles de faire entendre leurs préoccupations et un moment pour reconnaître que les pauvres sont à la pointe de la lutte contre la pauvreté."* (Nations Unies, Rapport du Secrétaire général, A/ 61/308, par. 58)

Plus d'informations sur les commémorations organisées le 17 Octobre à New York et dans le monde sur :
<http://www.refuserlamisere.org> et
<http://undesadspd.org/Poverty/InternationalDayfortheEradicationofPoverty.aspx>

1 http://www.ohchr.org/Documents/Publications/OHCHR_ExtremePovertyandHumanRights_EN.pdf

2 <http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=A/RES//196>

Comite International 17 octobre
12, rue Pasteur F-95480 Pierrelaye (France)

<http://www.refuserlamisere.org>
comite.international@oct17.org

Note : Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies ou de ses États membres.